

# La jeunesse, un investissement intelligent pour une région méditerranéenne stable

Abdelrahman ALDAQQAH

Analysant les positions et les points de vue des jeunes euro-méditerranéens sur les interactions interculturelles, les obstacles à la communication interculturelle, la migration des jeunes et la diversité culturelle et religieuse, Abdelrahman Aldaqqah plaide pour l'investissement dans la jeunesse et le dialogue comme solution à long terme pour endiguer la radicalisation. L'auteur propose l'autonomisation des jeunes, l'éducation, les initiatives de débat, les échanges entre jeunes et les activités interculturelles comme instruments efficaces pour surmonter les mésententes et les stéréotypes, et ainsi prévenir la radicalisation à la racine.

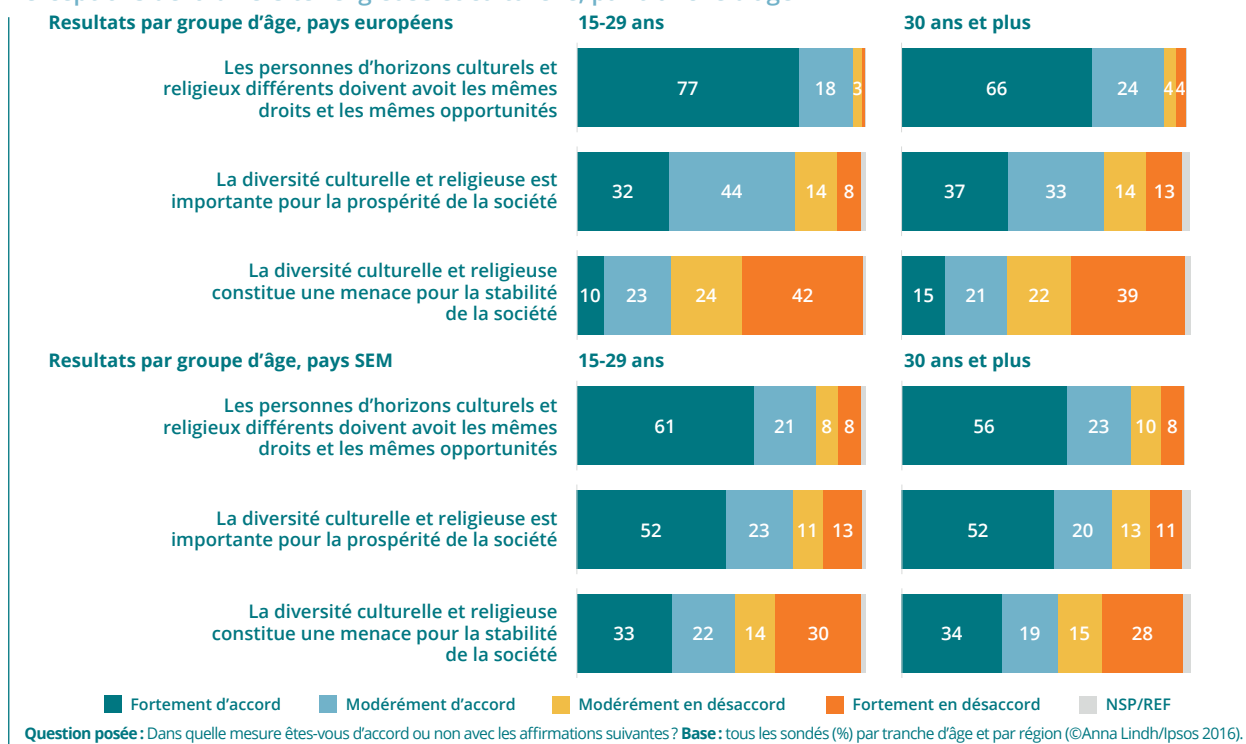
La jeunesse est un élément constitutif majeur de la région méditerranéenne. Le Printemps arabe devait être le début d'une nouvelle ère d'espoir, de liberté et de démocratie, mais la jeunesse de la région est toujours confrontée à l'exclusion sociale, à la migration, au chômage et au radicalisme.

Les résultats de la dernière enquête Anna Lindh/Ipsos révèlent toutefois un optimisme quant à l'avenir. Cet article adopte un point de vue axé sur l'idée de l'engagement social et de l'autonomisation des jeunes comme futurs gardiens de la paix. Il souligne également l'importance du dialogue et de la coopération interculturelle, des initiatives menées par les jeunes et de l'éducation pour prévenir les conflits et la radicalisation, et les avantages attendus de la coopération euro-méditerranéenne.

## La diversité religieuse et culturelle : défi ou opportunité ?

Les principes du vivre ensemble et de la tolérance sont très précieux pour construire des relations mutuellement acceptables entre des communautés très diverses. La mauvaise gestion de la diversité religieuse dans la région alterne entre intégration fragile et querelles. Au Moyen-Orient, de nombreux groupes ethniques n'ont pas pu bénéficier positivement de la diversité. Les dégâts et la dévastation permanents causés par les conflits religieux et ethniques au Moyen-Orient sont clairement reflétés dans l'enquête : 55 % des jeunes des pays SEM décrivent la diversité religieuse et culturelle comme une menace à la stabilité de la société, contre 33 % des jeunes Européens (Graphique 12.1).

**Chart 12.1**  
Perceptions de la diversité religieuse et culturelle, par tranche d'âge



Néanmoins, bien que plus de 70 % des sondés des deux côtés de la Méditerranée associent nettement ou modérément la région méditerranéenne à des notions d'instabilité et d'insécurité, cette perception est moindre chez les jeunes Européens que chez les sondés plus âgés (64 % contre 72 %) (Graphique 12.2).

Une grande majorité des jeunes européens pense que les personnes d'autres cultures et religions doivent bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités (95 %), un avis partagé par une proportion moindre de jeunes dans les pays SEM (82 %). Globalement, les jeunes des deux côtés de la Méditerranée considèrent la diversité culturelle et religieuse comme un atout pour leurs sociétés (76 % en Europe et 75 % dans les pays SEM). On peut ainsi estimer que la diversité constituerait un outil viable de résolution des conflits dans la région si l'éducation à la paix et les programmes d'échange sont intégrés dans les processus éducatifs.

### Solutions à long terme par l'autonomisation des jeunes et l'éducation de qualité

Le travail avec les jeunes est le facteur le plus important dans la prévention de la radicalisation, ce groupe étant considéré comme le plus vulnérable à l'extrémisme. L'éducation est un facteur de changement qui permet aux jeunes de réaliser leur potentiel. En 2012, le taux de scolarisation des enfants dans l'UE était de 93,9 % (Union européenne, 2016). Au Moyen-Orient, si le niveau moyen de scolarisation a quadruplé depuis 1960, il a aussi contribué à une explosion du nombre de diplômés sans emploi ou de personnes aux compétences inadéquates (Banque mondiale, 2014). Les années de scolarisation sont indicatives de l'impact cumulatif du développement éducatif, mais ne reflètent pas directement la qualité de l'enseignement. De manière surprenante, des données antérieures montrent que 69 % des recrues de l'organisation État islamique possèdent un niveau d'éducation au moins secondaire, l'âge de recrutement moyen étant de 27,4 ans (Devarajan et Mottaghi, 2016).

Si l'on s'en réfère à l'enquête, une majorité de citoyens des deux côtés de la Méditerranée pense que l'éducation, les programmes axés sur la jeunesse, la participation des jeunes à la vie publique, le dialogue interreligieux, les programmes d'échange et les initiatives culturelles et artistiques constituent des mesures efficaces pour lutter contre la radicalisation, la plupart personnes (81 % des Européens et 86 % des sondés SEM) estimant que les initiatives axées sur l'éducation et le dialogue mené par les jeunes seraient très efficaces ou modérément efficaces (Graphique 12.3).

Les jeunes des pays SEM sont plus nombreux que ceux des pays européens à penser que les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse sont très efficaces (64 % contre 53 %). De même, les pays SEM comptent une plus forte proportion de jeunes estimant que le soutien de la participation des jeunes à la vie publique des pays SEM est une mesure « très efficace » que les pays européens (62 % contre 39 %). Ces résultats coïncident avec les priorités du plan d'action 2016 des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent, qui souligne le rôle de l'autonomisation des jeunes, de l'investissement dans l'éducation, du développement des compétences et du dialogue dans la prévention des conflits. L'étude du Département pour les communautés et la gouvernance locale (DCLG) (Pratchett et al., 2010) a montré que les interventions les plus efficaces avec les jeunes sont le « renforcement de capacités ou l'autonomisation des jeunes ». Ces résultats, avec les résultats de l'enquête, fournissent une approche concrète pour prévenir la radicalisation et assurer une plus grande stabilité à la région.

Les exemples régionaux ont une grande importance dans la promotion de la Méditerranée pour prévenir le radicalisme. Par ailleurs, pour vaincre les idées fausses et le renforcement des stéréotypes, il est essentiel d'élargir les horizons des jeunes au-travers d'initiatives comme le débat, les échanges entre jeunes et les activités interculturelles.

**Chart 12.2**  
Perceptions sur la région euro-méditerranéenne dans les pays européens, par tranche d'âge

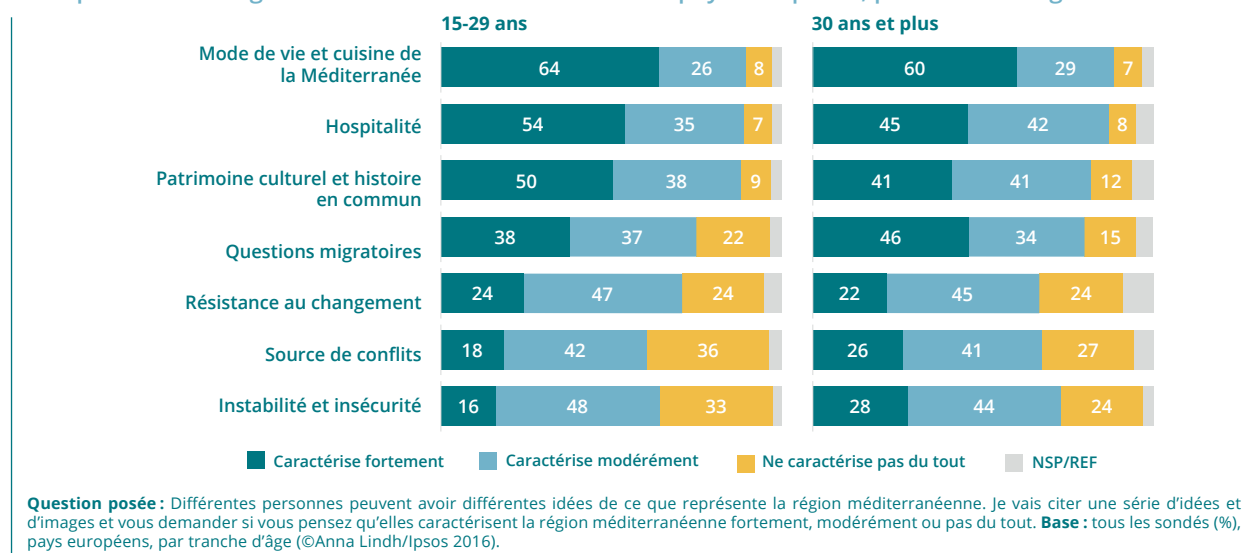
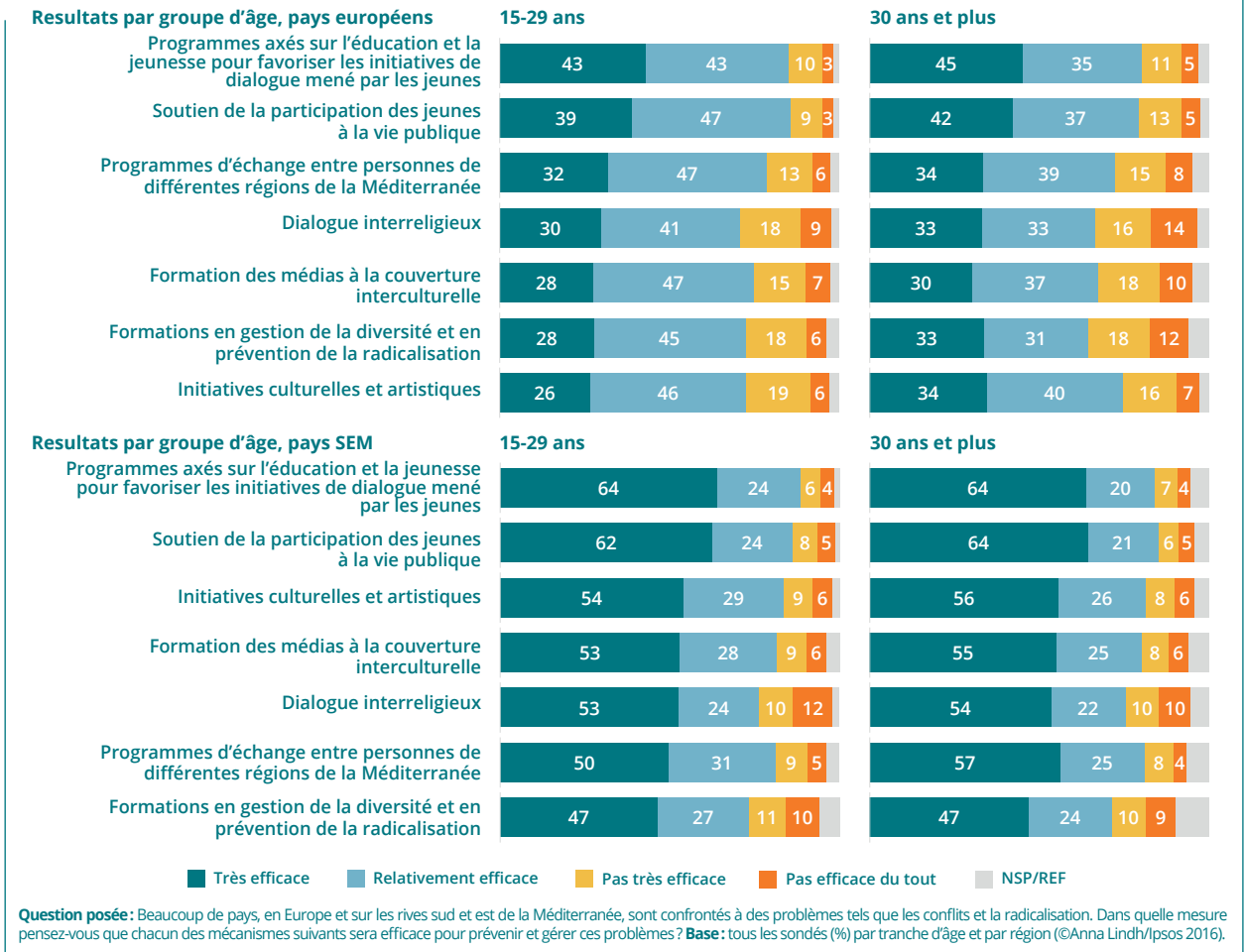


Chart 12.3

Perceptions sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation, par tranche d'âge



### Déradicalisation et initiatives menées par les jeunes

L'interaction interculturelle et la consolidation de la paix sont au centre de nombreux débats publics dans l'ensemble de l'espace méditerranéen. Le projet Slotervaart est un projet communautaire ayant pour but de renforcer la résilience face à la radicalisation aux Pays-Bas. Dans le cadre de ce projet, des débats et interactions ont été organisés entre musulmans et non-musulmans sur des thèmes relevant de l'Islam et sur des questions politiques. Les facteurs clés du succès de l'approche de sensibilisation adoptée par le projet étaient le mode d'interaction et l'implication avec la communauté élargie.

Le projet « Voix des jeunes arabes » est un autre programme régional efficace lancé en 2011 conjointement par la Fondation Anna Lindh et le British Council dans le but de renforcer les capacités et d'accroître les opportunités de débat mené par les jeunes dans toute la région arabe. Des centaines de jeunes ont pris part à ce programme visant à enrichir le dialogue démocratique par la formation, la participation des jeunes et l'échange de vues. Le programme a étendu et renforcé en 2017 pour devenir le programme « Voix des jeunes méditerranéens », afin d'augmenter le niveau d'échange entre jeunes européens et arabes et d'intensifier la composante de plaidoyer pour la jeunesse.

En réponse à l'appel mondial pour la mobilisation et l'autonomisation des jeunes, la première Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017 (PNUD, 2014) met en avant le potentiel de la jeunesse pour jeter des ponts de dialogue entre les cultures. Elle aborde également les défis qui se posent aux jeunes et formule des recommandations pour leur autonomisation à travers le monde. Les objectifs de la stratégie sont: l'autonomisation économique des jeunes, l'engagement des jeunes comme force positive pour le changement transformationnel, et l'augmentation de l'engagement civique et de la participation des jeunes dans le processus décisionnel. Par ailleurs, le Conseil de Sécurité des Nations Unies de 2015 a adopté à l'unanimité la résolution 2250 appelant les États membres à accroître la représentation des jeunes dans le processus décisionnel à tous les niveaux et à créer des mécanismes pour permettre aux jeunes de participer de manière significative à la construction de la paix et à la résolution des conflits.

Bien sûr, beaucoup d'autres pays et organisations ont entrepris des actions profondes et exemplaires, mais nous ne pouvons tous les citer ici. Une étude intitulée *A comparison of youth-driven and adult-driven youth programs* (« Comparaison entre les programmes pour les jeunes menés par les jeunes et ceux menés par les adultes ») a mis en lumière l'importance de donner aux

jeunes l'opportunité de mener des initiatives qu'ils peuvent s'approprier davantage et qui leur permettent une plus grande autonomisation et une plus grande acquisition de compétences de leadership et de planification que les programmes menés par les adultes (Reed L. et al, 2005).

### L'ouverture et le dialogue comme base de la coopération euro-méditerranéenne

Les pays du pourtour méditerranéen sont reliés par l'histoire, la géographie et la culture. La curiosité apparente et l'intérêt mutuel constatés chez les sondés SEM et européens constituent les fondements d'une coopération plus efficaces à travers la région méditerranéenne. 53 % des jeunes d'Europe font état d'interactions avec des personnes d'autres pays, les jeunes ayant un grand intérêt pour les informations et les actualités des pays SEM étant à 69 % et les jeunes ayant un niveau élevé de tolérance à 57 %. Les jeunes des pays SEM sont 40 % à rapporter des interactions avec une personne d'Europe. Pour ce qui est des méthodes d'interaction, un élément particulièrement notable est la proportion relativement plus faible de jeunes européens passant par internet et les réseaux sociaux pour entrer en contact avec des personnes de pays SEM (7 % contre 32 % des jeunes des pays SEM). L'école est le principal lieu d'interaction interculturelle pour 30 % des jeunes européens, contre 7 % des jeunes SEM.

Les niveaux plus faibles d'interaction sont généralement imputés aux différences de langues et aux stéréotypes. En effet, malgré les moyens de communication modernes, la langue reste un obstacle dans les rencontres ou les interactions avec des personnes vivant de l'autre côté de la Méditerranée, chez les jeunes européens (75 %) plus que chez les jeunes des pays SEM (41 %). Les barrières culturelles et les stéréotypes jouent un rôle pour les jeunes Européens (37 %) plus que pour les jeunes de moins de 29 ans des pays SEM (25 % et 17 % respectivement). Dans tous les pays où la question a été posée, pas plus d'un sondé sur quatre ne s'est dit préoccupé par des difficultés à obtenir un visa ou par des avertissements aux voyageurs du pays d'origine (18 % et 14 % dans les pays SEM et UE respectivement).

Concernant les avantages potentiels de la coopération euro-méditerranéenne, une majorité de sondés des deux côtés de la Méditerranée estime que la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme représentent une perspective positive (80 % dans les pays de l'UE et 79 % dans les pays SEM). Parmi les autres domaines de coopération figurent la promotion de l'éducation et de la formation, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des jeunes par l'entrepreneuriat et l'innovation, le respect des droits de l'homme – notamment l'État de droit et la liberté, et l'engagement et le soutien des organisations de la société civile. Par rapport aux personnes plus âgées, les jeunes ont davantage confiance en les avantages potentiels en termes d'éducation, de formation, d'emploi et d'opportunités d'innovation.

Dans le contexte de la coopération et de l'intégration régionale, il est intéressant de noter la tendance des personnes à se déplacer dans la région. L'enquête montre, contrairement aux attentes, que lorsqu'on leur demande « Si vous pouviez commencer une nouvelle

vie, dans quel pays du monde le feriez-vous ? », à peine 36 % des Européens choisissent leur propre pays de résidence, contre 60 % des personnes dans les pays SEM. En revanche, dans les pays SEM, les jeunes sont plus enclins que les personnes plus âgées à faire leur vie dans un autre pays (50 % contre 35 %). Lorsqu'on leur demande de leur destination de préférence, 44 % des jeunes SEM citent l'Europe, 17 % citent d'autres pays SEM, 14 % citent l'Amérique du Nord et 12 % citent des pays du Golfe. D'un autre côté, à peine 16,5 % des jeunes Européens resteraient dans leur pays d'origine, 36 % iraient dans un autre pays européen et 22,5 % iraient en Amérique du Nord.

Les résultats chez les sondés des deux côtés de la Méditerranée indiquent une relation positive entre le niveau d'éducation et la tendance à émigrer. Par ailleurs, les jeunes représentent la plus grande proportion de sondés choisissant de commencer une nouvelle vie dans un autre pays (80 % dans les pays de l'UE et 43 % dans les pays SEM). Chez les jeunes d'Europe, où les pays ont des taux de croissance économique variables, la recherche d'opportunités d'éducation et d'emploi peut constituer la cause première de la migration, tandis que dans les pays SEM les considérations d'emploi peuvent être associées à des considérations politiques dans le choix de l'expatriation.

L'enquête montre également les liens sociaux qui existent actuellement entre les citoyens des deux rives de la Méditerranée, 72 % des sondés SEM affirmant avoir des parents et des amis dans des pays européens, contre une proportion moindre mais tout de même significative de 27 % d'Européens ayant des parents ou des amis dans des pays SEM. Ces liens peuvent probablement renforcer la coopération autour de la Méditerranée.

### Un appel à l'action

Les politiques régionales actuelles sont axées sur la sécurité et la défense plutôt que de cibler les causes profondes de la radicalisation. Les gouvernements, les organisations de jeunes et la société civile au Moyen-Orient doivent faire partie intégrante d'une politique globale qui cible les niveaux international, régional et local pour promouvoir le dialogue régional et la compréhension culturelle. Plusieurs initiatives des Nations Unies et de l'Union européenne ont mis en place des actions en ce sens. L'un des exemples les plus éminents est celui de la Fondation Anna Lindh, qui gère réseau de société civile le plus vaste et le plus divers dans la région euro-méditerranéenne, avec plus de 4 000 organisations, constituant ainsi une plateforme d'échange unique dans la région (ALF, 2015). Le cadre de collaboration euro-méditerranéen doit promouvoir l'interaction entre les États et les sociétés civiles des deux côtés de la Méditerranée, et chercher ainsi à créer une zone de paix et de stabilité fondée sur les principes de respect pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. La jeunesse doit faire partie intégrante de cette approche : c'est elle qui est en train de réformer le monde, de bâtir des communautés, de développer des technologies et de faire tourner des économies.

**Abdelrahman ALDAQQAH** est membre du conseil de Horizons International en Palestine et membre du Comité pour les relations internationales et culturelles.